

SÃO TOMÉ E PRINCÍPE

MICRO-ETAT insulaire avec une population d'un peu plus de 100 000 habitants et une superficie de moins de 1000 km² répartie sur deux îles, Sao Tomé e Principe doit faire face à des handicaps importants qui entravent son développement: précarité d'une économie fondée sur une seule matière première, le cacao; morcellement et étroitesse du marché; faible qualification de la main-d'oeuvre. Aussi, le pays dépend particulièrement de l'aide extérieure qui représente 70% du PIB.

Depuis 1987, l'île s'est engagée dans un programme d'ajustement structurel et en 1991 a réussi un passage sans heurt à la démocratie pluraliste.

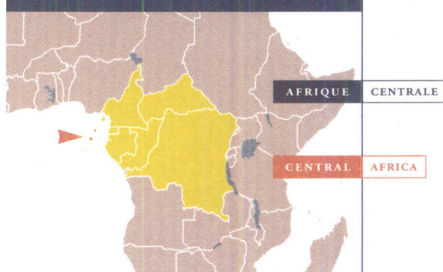
Membre de la Convention de Lomé depuis son indépendance, en 1975, Sao Tomé e Principe a bénéficié de l'aide de l'Union européenne pour appuyer la diversification agricole et le développement des infrastructures sociales du pays. Sous Lomé III, le financement d'une plantation de palmiers et d'une huilerie a permis de couvrir l'essentiel de la consommation interne en huile végétale.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (6,5 millions d'écus) se concentre sur la réhabilitation d'infrastructures économiques et sociales prioritaires. Un montant de 1,5 million d'écus a également été alloué au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel.

En ce qui concerne les transferts au titre du Stabex, Sao Tomé e Principe a reçu près de 3 millions d'écus, sous Lomé IV.

Par ailleurs, le pays a bénéficié de l'aide prévue au titre de la coopération régionale, dans des domaines tels que la coopération culturelle, la protection des écosystèmes forestiers, la pêche, etc.

En outre, un montant de 1,5 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.



Indicateurs économiques

PNB par habitant	350 \$ (1993)
Exportations	9 mio \$ (1993)
cocoa	80 %
Service de la dette / exportations	20,8 % (1993)

Indicateurs sociaux

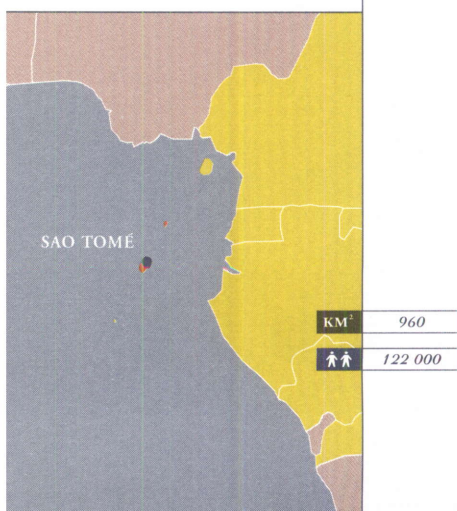
Taux de croissance de la population	2,4 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	45 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	350 \$ (1993)
Exports	9 mio \$ (1993)
cocoa	80 %
Debt service / exports	20.8 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	2.4 % (1980-1990)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	45 % (1993)



SAO TOMÉ E PRINCIPE is an island mini-state with a population of just over 100 000 and a surface area of less than 1000 km² spread over two islands. It needs to overcome major disadvantages impeding its development, namely the precariousness of an economy based on a single raw material (cocoa), its divided, tiny market and a poorly-qualified workforce. The country depends, above all, on external aid, which represents 70 % of GDP.

Since 1987, a programme of structural adjustment has been underway. In 1991, the islands completed the transformation into a pluralist democracy without incident.

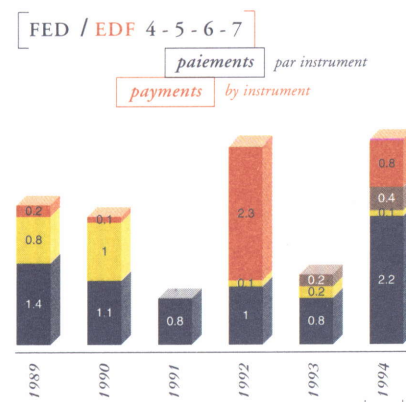
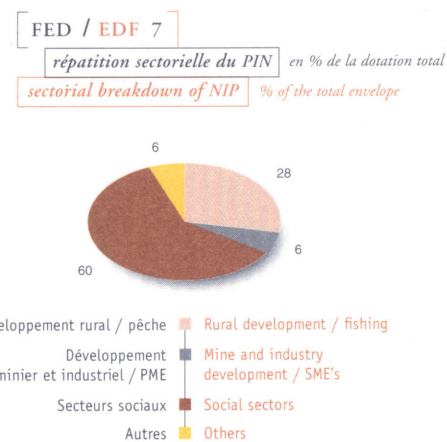
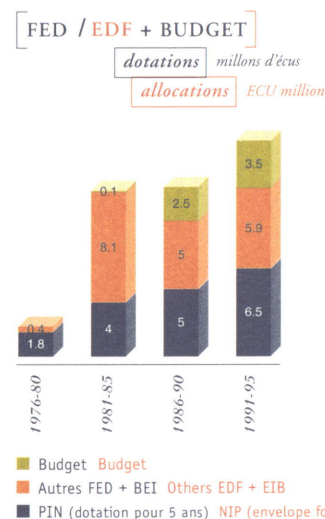
A member of the Lomé Convention since achieving independence in 1975, Sao Tomé e Principe has received European Union aid in support of agricultural diversification and social infrastructure development. Under Lomé III, the funding of a palm tree plantation and oil mill meant it could meet most of the domestic demand for vegetable oil.

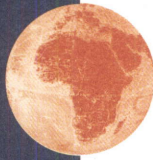
The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 6.5 million) concentrates on revamping economic infrastructures and priority social issues. Sao Tomé e Principe has also been allocated ECU 1.5 million from the Structural Adjustment Facility.

As far as Stabex transfers are concerned, it received nearly ECU 3 million under Lomé IV for cocoa.

Regional cooperation aid was also given for use in areas such as cultural cooperation, the protection of forest eco-systems, fishing, etc.

A further ECU 1.5 million has been made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital.





SENEGAL

LE SÉNÉGAL est situé sur un ensemble de terres basses, souvent sablonneuses, qui forment une transition entre le Sahara aride et les régions guinéennes humides et forestières. Sa population est concentrée dans la partie ouest du territoire, en particulier dans les agglomérations urbaines.

L'économie sénégalaise subit des handicaps similaires, dans une large mesure, à ceux des autres pays de la région sahélienne: ressources naturelles limitées, terres agricoles détériorées à cause des conditions climatiques, augmentation rapide de la population et forte dépendance des aides extérieures. La situation économique s'est dégradée ces dernières années, notamment en ce qui concerne les finances publiques.

Le commerce extérieur est particulièrement dépendant des exportations de produits de la pêche, de l'arachide et des phosphates.

La coopération entre l'Union européenne et le Sénégal remonte au premier FED créé en 1963. Elle s'est depuis constamment amplifiée, le Sénégal étant l'un des pays ACP à avoir tiré le plus efficacement parti des différents instruments européens de coopération (PIN, coopération régionale, Stabex, Sysmin, aide alimentaire). Le Programme Indicatif National de Lomé IV (7^{ème} FED) porte sur 112 millions d'écus. Une dotation globale de 20 millions d'écus a été allouée au Sénégal au titre de l'appui à l'ajustement structurel entre 1992 et 1994.

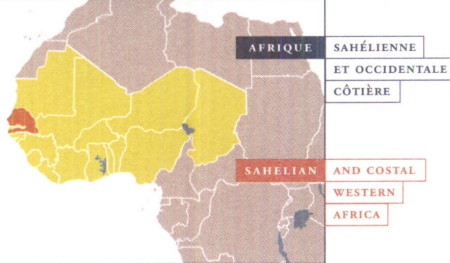
Deux domaines de concentration de l'aide ont été retenus: les transports, pour un total de 70 millions d'écus (dont 10 millions sur la Facilité d'Ajustement Structurel) et le développement de la vallée du fleuve Sénégal (22,5 millions destinés à des actions dans la santé, le crédit aux PME, l'environnement et l'assainissement urbain).

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a également fourni une aide importante au pays. Au titre des Conventions de Lomé I à III, le total de ses interventions a atteint près de 70 millions d'écus (dont 33 millions sur ressources propres), qui ont bénéficié principalement au secteur industriel et à celui des communications. Au titre de Lomé IV, la BEI a déjà engagé 13,6 millions d'écus, dont un prêt sur ressources propres de 13 millions qui a permis de compléter l'extension du réseau de télécommunication, secteur considéré comme hautement prioritaire par le Sénégal.

Un programme Sysmin (25,5 millions d'écus) est aussi en cours d'exécution dans le secteur des phosphates.

Le Sénégal a aussi bénéficié des transferts Stabex (secteur arachides) au titre des exercices de 1992 (9,2 millions d'écus), et 1993 (15,1 millions d'écus).

D'autres actions sont réalisées, notamment dans la promotion du tourisme, les microréalisations, l'intégration des rapatriés de Mauritanie, la lutte contre le SIDA et l'appui au développement économique de la région de Ziguinchor et la relance des activités économiques après la dévaluation du Franc CFA.



Indicateurs économiques

PNB par habitant	730 \$ (1993)
Exportations	348 mio \$ (1993)
poisson	26 %
produits d'arachide	13 %
Service de la dette / exportations	9 % (1993)

Indicateurs sociaux

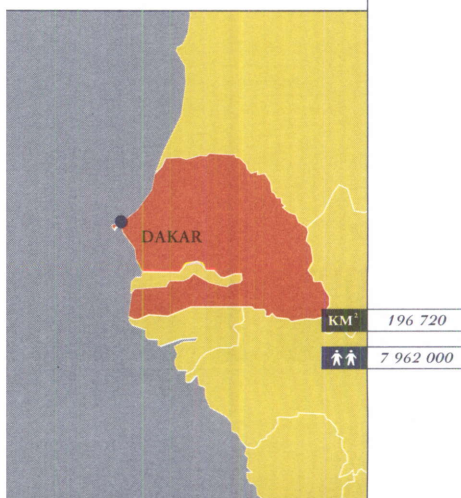
Taux de croissance de la population	2,7 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	59 % (1993)
Taux d'urbanisation	41 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	730 \$ (1993)
Exports	348 mio \$ (1993)
fish	26 %
groundnut products	13 %
Debt service / exports	9 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	2,7 % (1990-1995)
Primary schooling rate	59 % (1993)
Urbanization rate	41 % (1993)



SENEGAL is one of a series of low countries, often sandy, which form a belt between the arid Sahara and the humid Guinean forest regions. The population is concentrated in the west part of the country, mainly in urban agglomerations.

The Senegalese economy suffers greatly from similar handicaps to those in other countries of the Sahelian region: limited natural resources, agricultural land that has deteriorated due to climatic conditions, a rapidly-increasing population and strong dependence on external aid. The economic situation has worsened in the past few years, notably where public finances are concerned. External trade is particularly dependent on exports of fishing products, peanuts and phosphates.

Cooperation between the European Union and Senegal goes back to the very first EDF created in 1963. It has grown consistently since and Senegal is one of the ACP countries to have drawn most efficiently on the different European cooperation instruments (NIP, regional cooperation, Stabex, Sysmin, food aid). The National Indicative Programme of Lomé IV (seventh EDF) consists of ECU 112 million. A general grant of ECU 20 million was allocated to Senegal as structural adjustment support between 1992 and 1994.

A concentration of aid has been maintained in two areas: transport (ECU 70 million, of which 10 million was allocated from the Structural Adjustment Facility) and the development of the River Senegal valley (ECU 22.5 million, earmarked for health care, SME grants, the environment and urban cleaning).

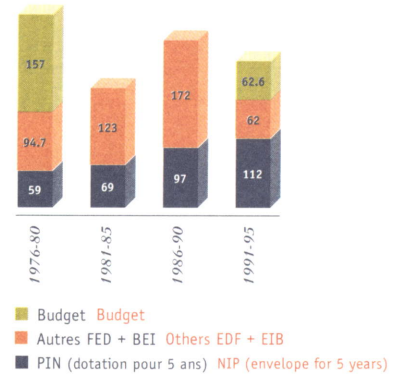
The European Investment Bank (EIB) has also provided significant aid to the country. Under Lomé I to III conventions the total sum for interventions reached almost ECU 70 million (including ECU 33 million out of its own resources); these interventions benefited mainly the industrial and telecommunications sectors. Under Lomé IV, the EIB has already allocated ECU 13.6 million, including a loan out of its own resources of ECU 13 million, which helped complete the extension of the telecommunication sector —to which Senegal attaches great importance.

A Sysmin programme (ECU 25.5 million) is also now underway in the phosphates sector.

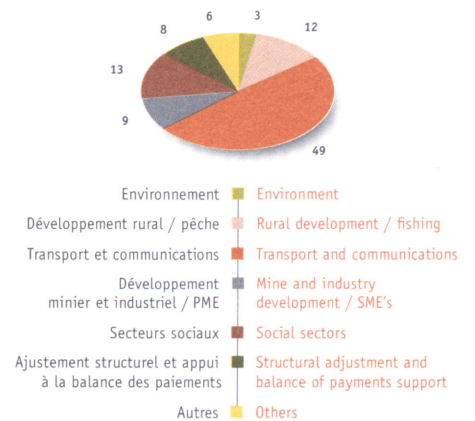
In 1994, Senegal also benefited from Stabex transfers (groundnut sector) for the years 1992 (ECU 9.2 million) and 1993 (ECU 15.1 million).

Other actions have been realised, notably in tourism promotion, micro-projects, the integration of returnees from Mauritania, the struggle against AIDS and economic development support in the region of Ziguinchor and the relaunching of economic activities after devaluation of the CFA Franc.

FED / EDF + BUDGET
dotations millions d'écus
allocations ECU million



FED / EDF 7
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7
paiements par instrument
payments by instrument





SEYCHELLES

ARCHIPEL granitique et corallien composé de plus de cent îles, les Seychelles offrent un contraste caractéristique entre la dimension réduite de sa surface émergée et l'ampleur de sa zone économique exclusive (ZEE) qui s'étend sur plus de 1,3 million de km². Indépendant depuis 1976, le pays s'est engagé, en 1992, sur la voie de la démocratie multipartite après quinze années de régime de parti unique. Son président a été réélu en 1993.

Avec un PNB par habitant de plus de 6000 \$, les Seychelles dépassent de très loin le revenu de ses voisins dans l'Océan Indien. Toutefois, l'archipel souffre de nombreux handicaps liés à son isolement, à l'étroitesse de son marché, à l'éloignement des principaux marchés d'exportation, ainsi qu'au manque de ressources humaines et de terres arables. Ces désavantages communs aux petits Etats insulaires rendent le processus de développement extrêmement coûteux, car nécessitant des investissements disproportionnés par rapport à la taille du pays, à sa capacité de gestion et d'endettement, ainsi qu'à ses ressources humaines. L'essentiel des revenus en devises provient du tourisme et des exportations de poisson.

Les ressources des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I et II (6 millions d'écus), se sont essentiellement concentrées sur l'appui aux infrastructures sociales (logement, hôpital Victoria). Le soutien au développement rural, aux microprojets et à la formation constituent les autres principaux secteurs d'intervention. Lomé III a affecté près de 70 % des fonds programmés (6,2 millions d'écus) au développement rural, dont la mise en oeuvre d'un programme d'appui au secteur productif agricole qui constitue un élément central dans la politique nationale d'amélioration de l'autosuffisance alimentaire basée sur le soutien aux petits fermiers.

Le programme indicatif de Lomé IV (4,5 millions d'écus) a été affecté pour moitié au développement industriel, et vise à appuyer la petite industrie et l'artisanat. Les projets financés sont destinés à promouvoir la création d'emplois par le biais du développement de petites entreprises privées. Le reste des fonds doit être attribué à des projets dans les secteurs de l'environnement et du tourisme, deux domaines essentiels pour l'économie des Seychelles et qui s'intègrent dans les objectifs poursuivis par la coopération régionale dans l'Océan Indien. Le budget de l'Union européenne a également contribué, en 1993, à appuyer le processus de démocratisation.

Dans le cadre des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), un montant de 2 millions d'écus de capitaux à risques a été mis à disposition de la Banque de Développement des Seychelles pour le financement de projets de moyenne dimension dans les secteurs productif, du transport et du tourisme.



Indicateurs économiques

PNB par habitant	6370 \$ (1993)
Exportations	50 mio \$ (1993)
conserves de thon	73 %
poisson	20 %
Service de la dette / exportations	6,5 % (1993)

Indicateurs sociaux

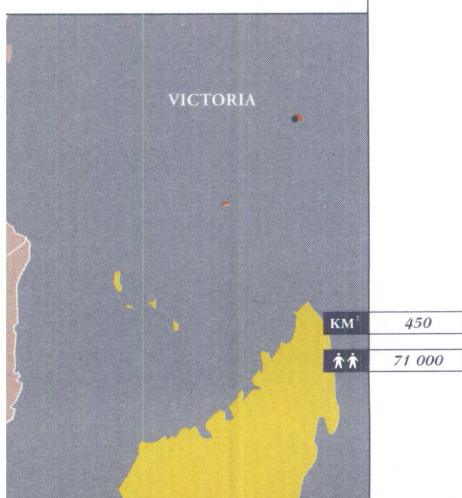
Taux de croissance de la population	1,4 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	63 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	6370 \$ (1993)
Exports	50 mio \$ (1993)
canned tuna	73 %
fish	20 %
Debt service / exports	6.5 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	1.4 % (1980-1990)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	63 % (1993)



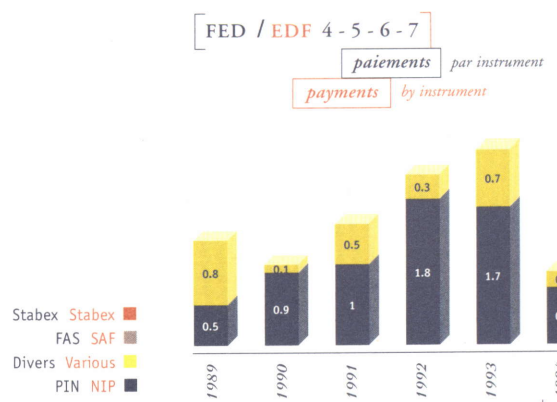
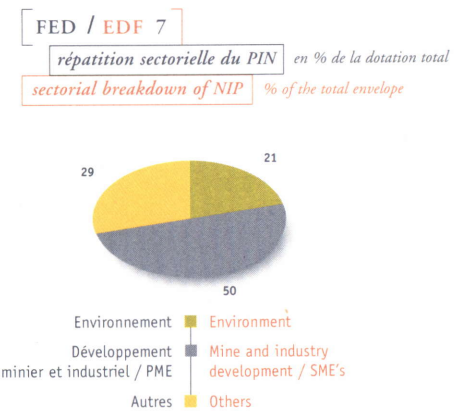
A GRANITE and coral archipelago comprising more than 100 islands, The Seychelles is characterised by the contrast between the small surface area above water and the size of its Exclusive Economic Zone (EEZ), which stretches over more than 1.3 million km². Independent since 1976, the country started down the road to multi-party democracy in 1992, after 15 years of one-party rule. Its president was re-elected in 1993.

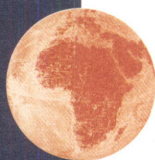
With an GNP per capita of more than 6000 \$, the Seychelles does much better than its neighbours in the Indian Ocean. However, the archipelago suffers from many handicaps linked to its isolation, the narrowness of its market, its distance from the main export markets, as well as a lack of human resources and arable land. These disadvantages, common to small island States, make the process of development extremely costly, because it needs disproportionate investment in relation to the size of the country, its management and indebtedness capacity and its human resources. The majority of currency revenue comes from tourism and exports of fishing products.

National Indicative Programme (NIP) resources from Lomé I and II (ECU 6 million) were essentially concentrated on support for social infrastructures (housing, the Victoria hospital). Rural development, microprojects and training constitute the other main sectors for intervention. Lomé III allocated nearly 70% of programmed funds (ECU 6.2 million) to rural development, including the implementation of a support programme for the agricultural product sector, which is a central element in the national policy of improving food self-sufficiency based on support for small farmers.

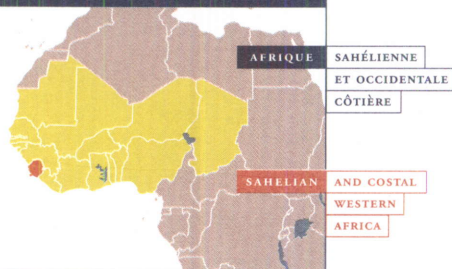
Half of the Lomé IV indicative programme (ECU 4.5 million) is devoted to industrial development and aims to support small industry, and arts and crafts. The projects backed are earmarked for promoting job creation through the development of small private enterprises. The remainder of the funds should be devoted to projects in the environmental and tourism sectors, two essential areas of the Seychelles' economy which are in line with objectives pursued by regional cooperation in the Indian Ocean. In 1993, the European Union budget contributed support for the process of democratisation.

Within the framework of the European Investment Bank's interventions, a sum of ECU 2 million of risk capital has been made available to the Development Bank of the Seychelles, for the financing of medium sized projects in the productive sectors, in transport and in tourism.





SIERRA LEONE



Indicateurs économiques

PNB par habitant	140 \$ (1993)
Exportations	224 mio \$ (1993)
<i>rutile</i>	48 %
<i>bauxite</i>	25 %
Service de la dette / exportations	11, % (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,66 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	48 % (1993)
Taux d'urbanisation	35 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	140 \$ (1993)
Exports	224 mio \$ (1993)
<i>rutile</i>	48 %
<i>bauxite</i>	25 %
Debt service / exports	11.9 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	2.66 % (1990-1995)
Primary schooling rate	48 % (1993)
Urbanization rate	35 % (1993)

ENTOURÉE de la Guinée et du Liberia, la Sierra Leone —indépendante depuis 1961— se situe en Afrique occidentale côtière et bénéficie d'une bonne pluviométrie et d'un climat tempéré. Le pays est recouvert par la forêt tropicale au sud-est. L'économie, une des plus pauvres au monde, demeure en crise, en dépit des progrès réalisés dans la mise en oeuvre depuis 1992 d'un Programme d'ajustement. Des mesures ont été prises pour la mise en place progressive d'une démocratie pluripartite pour la fin 1995.

L'extension de la crise interne à partir du sud-est jusqu'à la majeure partie du pays à la fin 1994 est très préoccupante. L'activité des rebelles a virtuellement paralysé toute activité économique dans les régions affectées.

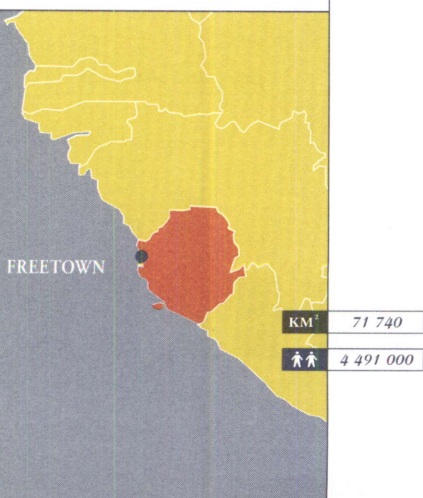
La plupart des zones d'extraction diamantaire et de cultures de rente (café et cacao), dont les recettes ont atteint des niveaux très faibles, se situent dans le sud du pays agité par des troubles. L'aptitude du Gouvernement à rétablir la paix et raviver l'économie est entravée par la faiblesse des services publics et des infrastructures.

La coopération UE-Sierra Leone a commencé en 1975 avec la première Convention de Lomé. L'appui européen se concentrait à l'origine dans les secteurs du développement rural et des routes, et ces secteurs ont continué à constituer une priorité, bien que des fonds importants aient également été consacrés au secteur des télécommunications et, plus récemment, au secteur de l'électricité.

Sous Lomé IV, qui prévoit une dotation de 77 millions d'écus pour le Programme Indicatif National, la mise en oeuvre de trois projets orientés vers le développement rural (aide au secteur agricole, approvisionnement en eau et microprojets ruraux) d'une valeur de 27 millions d'écus a déjà débuté. Le premier programme d'appui à l'ajustement structurel destiné à la Sierra Leone, comprenant 8 millions d'écus en provenance du PIN et 12 millions d'écus de la Facilité d'Ajustement Structurel, a également été lancé à la suite des progrès réalisés dans le cadre des programmes nationaux de réforme.

L'Union européenne et la Banque Européenne d'Investissement, au titre des capitaux à risques (engagés à hauteur de 8 millions d'écus), contribuent également, pour environ 40 %, au programme de réhabilitation du secteur électrique de 60 millions d'écus, en cofinancement avec la Banque Mondiale, le Japon et des Etats membres de l'Union européenne.

Un soutien significatif a été fourni au titre du Stabex (8,4 millions d'écus, sous Lomé IV), au titre des aides d'urgence ou en faveur des personnes déplacées à la suite de la situation conflictuelle dans le sud du pays, ainsi qu'au titre des cofinancements en cours avec les ONG. D'autres aides humanitaires en faveur des victimes de la crise sont en cours de préparation.



SURROUNDED by Guinea and Liberia, Sierra Leone —independent since 1961— is situated in coastal Western Africa and benefits from a good rainy season and a temperate climate. The country is covered with tropical forest in the south-east. The economy, one of the poorest in the world, remains depressed, despite progress made since 1992 in implementing an Adjustment Programme. Plans have been drawn up to install multiparty democracy by the end of 1995.

The extension of the domestic crisis in the south-east to most of the rest of the country at the end of 1994 is of great concern. Rebel activity has virtually paralysed all economic activity in the affected areas.

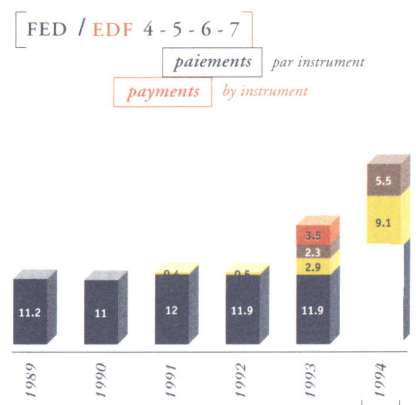
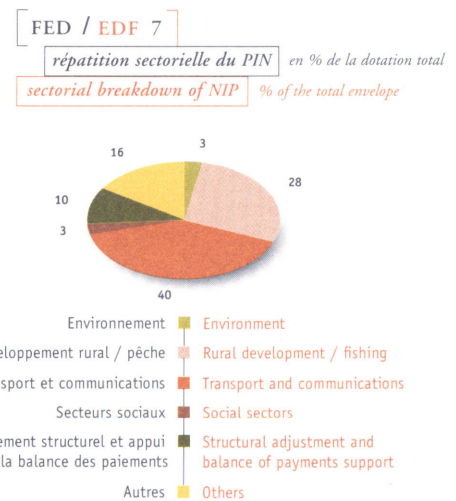
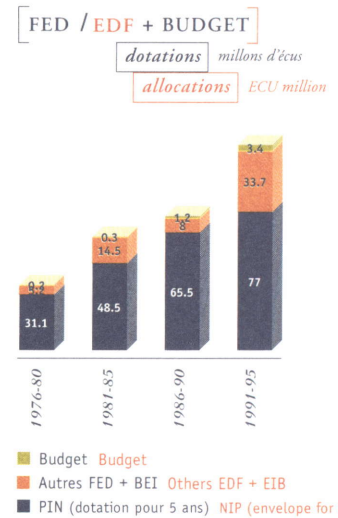
The main diamond mining and cash crop (coffee and cocoa) areas are in the troubled southern part of the country, and export earnings from these products have fallen to very low levels. The Government's ability to restore peace and revive the economy is hampered by a weak public service and infrastructure.

EU-Sierra Leone cooperation began in 1975 under the First Lomé Convention. European support was initially concentrated in the rural development and road sectors, and these areas have continued to be the main focus, although substantial funds have also been provided for the telecommunications sector, and more recently for the electricity sector.

Under Lomé IV, which foresees grants of ECU 77 million for the National Indicative Programme, the implementation of three projects oriented towards rural development (agricultural sector support, rural water supply and microprojects) for ECU 27 million has already started. The first European structural adjustment support programme for Sierra Leone, comprising ECU 8 million from the NIP and ECU 12 million from the Structural Adjustment Facility, has also been launched following progress made in the Government's reform programmes.

The European Union and the European Investment Bank, through risk capital funds (for ECU 8 million), are also contributing to the ECU 60 million electricity sector rehabilitation programme (40 %), cofinanced with the World Bank, Japan and Member States of the European Union.

Smaller but significant support has also been provided under Stabex (ECU 8.4 million, under Lomé IV), under emergency and other aid for populations displaced by the conflict situation in the south, and via cofinancing underway with the NGOs. Further humanitarian aid to the victims of the country's crisis is being prepared.





SOLOMON ISLANDS



PACIFIQUE

PACIFIC

Indicateurs économiques

PNB par habitant	750 \$ (1993)
Exportations	171 mio \$ (1993)
bois	37 %
pêche	30 %
Service de la dette / exportations	5,6 % (1992)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	3,32 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	14,6 % (1990)

Economic indicators

GNP per capita	750 \$ (1993)
Exports	171 mio \$ (1993)
timber	37 %
fishery	30 %
Debt service / exports	5.6 % (1992)

Social indicators

Population growth rate	3.32 % (1990-1995)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	14.6 % (1990)

LA POPULATION des Iles Salomon est répartie sur un grand nombre d'îles, mais plus de 75 % de celle-ci vit en fait sur les 6 îles principales qui représentent 85 % de la superficie du territoire. Le taux de croissance de la population y est très élevé (3,3 % par an). A leur indépendance, les Iles Salomon ont rejoint le Commonwealth. Le régime est de nature parlementaire avec une forte décentralisation du pouvoir vers les Provinces.

Le pays est riche en ressources naturelles renouvelables: pêche, sylviculture et terres arables constituent des atouts majeurs. Une grande partie des revenus d'exportation provient de la production primaire: bois, produits de la mer et produits agricoles (coprah, cacao, huile de palme). Le taux actuel d'exploitation forestière ne pourra toutefois pas être maintenu longtemps. En dehors des conserves de thon, les produits manufacturés sont peu développés. La croissance économique, entravée par un marché national dispersé et restreint, des systèmes fonciers traditionnels, l'éloignement des marchés d'exportation et les catastrophes naturelles (cyclones), n'a pas réussi à suivre la croissance de la population depuis l'indépendance.

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1978, et s'est traduite, sous Lomé I, II et III, par le soutien à l'agriculture et au développement rural, à l'exploitation forestière et aux pêcheries, aux ressources humaines, à l'infrastructure économique, aux transports et à la santé. Les transferts Stabex (37,6 millions d'écus), équivalents au montant total des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I, II et III (40 millions d'écus), ont compensé les pertes de revenus provenant des produits tels le coprah, le cacao et l'huile de palme.

Sous Lomé IV, la priorité a été accordée au secteur rural. Le PIN (19 millions d'écus), prévoit un programme d'infrastructures rurales pour la province de Malaita, un programme de routes dans les zones rurales de Guadalcanal et maintient son appui aux pêcheries artisanales. Un soutien est également accordé au développement des ressources humaines à travers des centres de formation dans les zones rurales, et un programme de réhabilitation est en cours, suite au cyclone de 1993. Les transferts Stabex (7 millions d'écus) sont toujours destinés à financer des programmes de soutien à l'agriculture, principalement au bénéfice des petits exploitants de cacao.

En outre, un montant de 2.5 millions d'écus a été prévu pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risques, dont 2 millions d'écus ont été attribués à ce jour.



KM² 28 900

354 000

SOLOMON ISLANDS' population spreads over a vast number of islands, but the six main islands account for over 75 % of the population and 85 % of the land area. Population growth is very high (3.3 % per year). On independence in 1978 Solomon Islands joined the Commonwealth. It has a parliamentary form of government with important powers devolved to the Provinces.

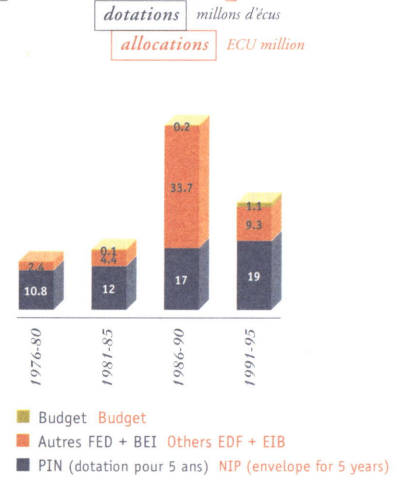
The country is rich in renewable natural resources with important fishery, forestry and land assets. Primary production makes up a large proportion of export earnings: timber, fish products and agricultural products (copra, cocoa, palm oil). However the current rate of exploitation of forest resources is unsustainable. Manufacturing is very little developed, except for tuna canning. Economic growth is hampered by the small and dispersed domestic market, traditional land tenure systems, distance from export markets and natural disasters (cyclones), and has not matched population growth since independence.

European Union assistance began in 1978, and under Lomé I, II and III has included support for agriculture and rural development, forestry and fisheries, human resources, economic infrastructure, transport and health. Stabex transfers (ECU 37.6 million), which were equivalent in amount to the National Indicative Programmes (NIPs) of Lomé I, II and III (ECU 40 million), have compensated for shortfalls in earnings from products such as copra, cocoa and palm oil.

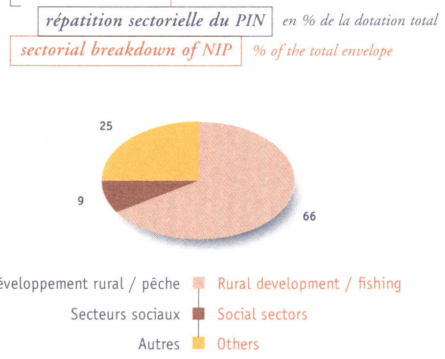
Under Lomé IV the rural sector has been given priority. The NIP (ECU 19 million) includes a rural infrastructure programme for the province of Malaita, a rural road programme in Guadalcanal, and continued support to artisanal fisheries. Support is also being given to human resource development through rural training centres, and a rehabilitation programme is under way following a cyclone in 1993. Stabex transfers (ECU 7 million) are continuing to fund programmes in agriculture, concentrating mainly on smallholder cocoa.

Moreover, an amount of ECU 2.5 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 2 million has been committed so far.

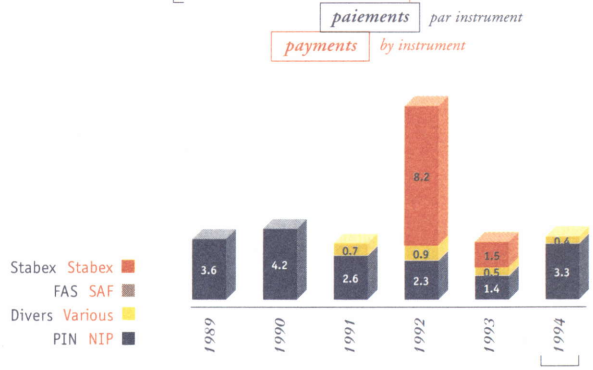
FED / EDF + BUDGET

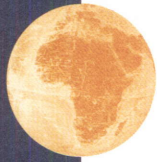


FED / EDF 7

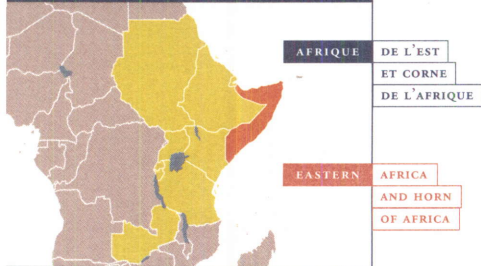


FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7





SOMALIA



SITUÉE en bordure de l'Océan Indien, à la pointe de la Corne de l'Afrique, la Somalie partage ses frontières avec l'Éthiopie principalement, le Kenya et Djibouti.

L'histoire récente du pays est marquée par la guerre civile depuis 1991, la famine de 1992 et l'opération militaro-humanitaire internationale lancée fin 1992 et visant à la restauration de la paix civile. Début 1995, la poursuite de la guerre civile et le peu de progrès réalisés dans la voie de la réconciliation nationale, ont conduit au retrait des troupes de maintien de la paix de l'ONU.

L'agriculture constitue habituellement la base économique du pays et représente plus de 60 % du PNB. L'élevage, activité traditionnelle des populations nomades, représente à lui seul près de 40 % du PNB et des revenus d'exportation. L'agriculture commerciale est centrée sur la production et l'exportation de bananes (40 % des revenus d'exportation), les autres productions étant limitées au marché local (sucre, sorgho et maïs).

En raison de la situation politique du pays et de la désorganisation totale de la vie institutionnelle, économique et sociale, la Somalie n'a pas encore ratifié la Convention de Lomé IV ni procédé à l'établissement de son Programme Indicatif National. De 1991 à 1994, l'assistance européenne s'est presque exclusivement traduite par des aides humanitaires alimentaires et d'urgence (près de 90 millions d'écus) financées sur le budget de l'Union européenne.

Afin de contribuer à la reconstruction et au relèvement économique du pays, l'Union européenne a mis sur pied un programme de réhabilitation pour la Somalie d'un montant de 38 millions d'écus. Ce programme, approuvé en 1993, est financé sur les ressources du 6e FED de Lomé III et s'inscrit dans le contexte de l'Initiative Spéciale pour l'Afrique adoptée par le Conseil des Ministres européens la même année. Son approche est pragmatique et vise à concilier l'exigence de la sécurité dans le choix des zones géographiques prioritaires d'intervention avec la nécessité d'assurer le redémarrage rapide de nombreux secteurs productifs, en particulier du secteur vital de l'élevage.

Le programme sera principalement mis en oeuvre par des organisations non-gouvernementales de développement déjà implantées localement et veillant à soutenir des structures locales capables de prendre la relève des opérations d'assistance. Début 1995, 40 contrats ont été signés pour un montant d'environ 10 millions d'écus.

Indicateurs économiques

PNB par habitant	na/nd
Exportations	16 mio \$ (1993)
bananes	40 %
Service de la dette / exportations	11,7 % (1990)

Indicateurs sociaux

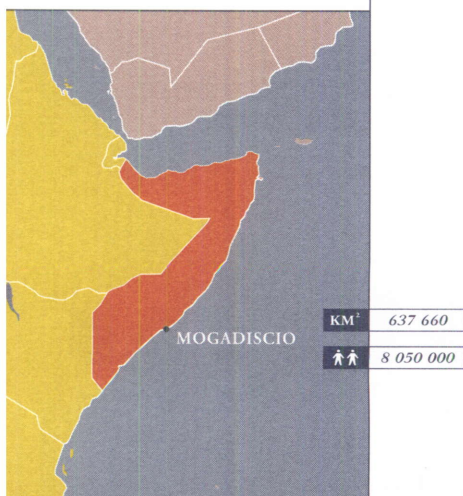
Taux de croissance de la population	3,18 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	25 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	na/nd
Exports	16 mio \$ (1993)
bananas	40 %
Debt service / exports	11.7 % (1990)

Social indicators

Population growth rate	3.18 % (1990-1995)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	25 % (1993)



SITUATED by the Indian Ocean, at the tip of the Horn of Africa, Somalia shares borders with Ethiopia, in the main, and with Kenya and Djibouti.

The country's recent history has been dominated by a civil war, since 1991, as well as the 1992 famine and the international military humanitarian operation launched at the end of 1992 aimed at restoring peace. Beginning 1995, the continuation of the civil war, and the lack of progress made in the search for national reconciliation, led to the pulling out of the UN's peace keeping forces.

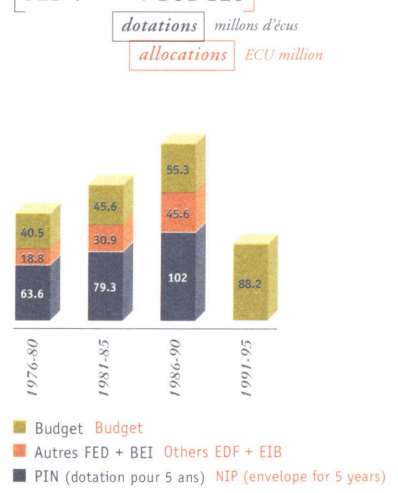
Agriculture normally forms the economic base of the country, representing more than 60 % of GNP. Livestock farming, the traditional activity of nomad populations, alone represents nearly 40 % of GNP and of export revenues. Commercial agriculture is centred on the production and export of bananas (40 % of export revenues), other production being limited to local market produce (sugar, sorghum and corn).

Because of the political situation in the country and the total disorder in institutional, economic and social life, Somalia has not yet ratified the fourth Lomé Convention, nor has it begun to establish a National Indicative Programme. From 1991 to 1994, European assistance has almost exclusively been in the form of humanitarian and emergency food aid (almost ECU 90 million) from the European Union budget.

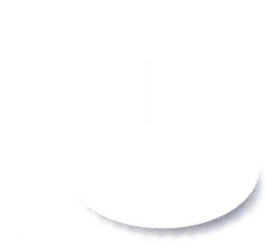
In order to contribute to the reconstruction and economic rebuilding of the country, the EU has set up, with ECU 38 million, a programme of rehabilitation for Somalia. This programme, approved in 1993, is funded from sixth EDF resources under Lomé III, in the context of the special initiative for Africa adopted by the European Council of Ministers the same year. Its pragmatic approach aims to marry security requirements in the zones most in need of help with the need to give a rapid boost to numerous production sectors, in particular the vital livestock sector.

The programme will be carried out mainly by development NGOs already locally installed and will ensure the support of local structures capable of taking over responsibility for aid operations. Beginning 1995, 40 contracts were signed for a total of about ECU 10 million.

FED / EDF + BUDGET

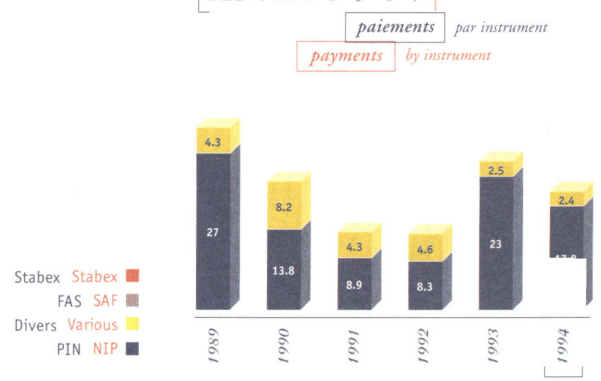


FED / EDF 7



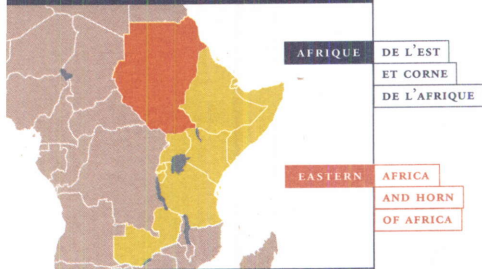
(Convention de Lomé IV non signée)
 (Lomé IV convention not signed)

FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7





SUDAN



Indicateurs économiques

PNB par habitant	300 \$ (1992)
Exportations	327 mio \$ (1993)
coton	40 %
Service de la dette / exportations	5,4 % (1992)

Indicateurs sociaux

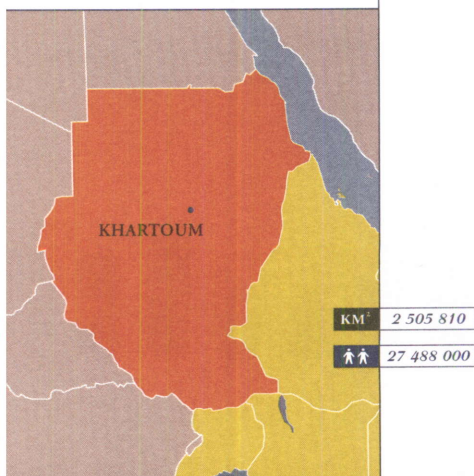
Taux de croissance de la population	2,78 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	50 % (1993)
Taux d'urbanisation	24 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	300 \$ (1992)
Exports	327 mio \$ (1993)
cotton	40 %
Debt service / exports	5.4 % (1992)

Social indicators

Population growth rate	2.78 % (1990-1995)
Primary schooling rate	50 % (1993)
Urbanization rate	24 % (1993)



LE SOUDAN est le plus grand pays d'Afrique, avec un climat largement aride ou désertique et une grande diversité culturelle. Le pays a accédé à l'indépendance en 1956, et est victime depuis lors de l'instabilité politique, de la guerre et des conflits civils ainsi que d'une grave régression économique. Le Soudan figure désormais parmi les pays les plus pauvres du monde.

L'aide programmée accordée au Soudan depuis la première Convention de Lomé au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'est élevée à plus de 320 millions d'écus.

L'aide autre qu'humanitaire prévue au titre de Lomé IV est suspendue depuis 1990, en raison de la situation prévalant dans le pays.

Les circonstances tragiques provoquées tant par le déplacement de populations touchées par la guerre civile dans le sud du pays, que par la sécheresse dans le nord, ont toujours nécessité une aide humanitaire substantielle et constante de l'Union européenne. Depuis Lomé I, près de 140 millions d'écus ont été engagés au titre des aides d'urgence et aux réfugiés ou personnes déplacées, et plus de 300 millions d'écus au titre de l'aide alimentaire.

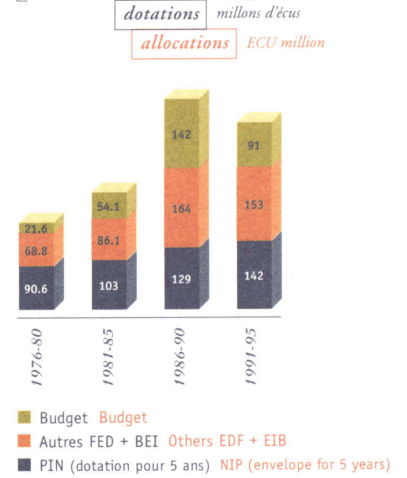
SUDAN is the largest country in Africa with a largely arid or desert climate and a great cultural diversity. The country gained independence in 1956, and has since then suffered from political instability, civil war and upheavals, as well as serious economic decline. Sudan is now one of the poorest countries in the world.

Programmed aid allocated to Sudan since the first Lomé Convention, under National Indicative Programmes (NIP), has amounted to more than ECU 320 million.

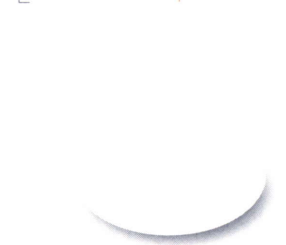
Assistance other than humanitarian provided for in Lomé IV has been suspended since 1990 due to the situation prevailing in the country.

The tragic circumstances caused by displaced and war-affected populations in Southern Sudan as well as the drought-affected and displaced population of the North have always required substantial and continuous humanitarian relief from the European Union. Since Lomé I, about ECU 140 million have been committed in the form of emergency aid and aid to refugees or displaced persons, and over ECU 300 million in food aid.

[FED / EDF + BUDGET]



[FED / EDF 7]



(Convention de Lomé non signée)
(Lomé convention not signed)

[FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7]

